**Zeitschrift:** Domaine public
**Herausgeber:** Domaine public
**Band:** 38 (2001)
**Heft:** 1489

**Artikel:** Terrorisme et conjoncture : la solidarité militaire passe mieux que la concertation économique

**Autor:** Tille, Albert / Guyaz, Jacques

**DOI:** https://doi.org/10.5169/seals-1010711

**Nutzungsbedingungen**
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

**Conditions d'utilisation**
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

**Terms of use**
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

**Download PDF:** 09.12.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch**

# La solidarité militaire passe mieux que la concertation économique

**L'Europe ne suit pas les Américains dans leur lutte contre les effets économiques collatéraux de l'attentat du 11 septembre. A la réunion du G7, Allemands et Français refusent la relance par les dépenses publiques. Hors du débat des grands, la Suisse est d'abord attentive au niveau de son franc.**

Sous le choc, Georges Bush oublie le libéralisme idéologique de ses promesses électorales. Pour prouver que le terrorisme ne pourra pas mettre à genoux la plus grande puissance économique du globe, Washington ouvre toutes les vannes de la relance économique: baisse répétée des taux d'intérêt, injection massive d'argent public dans l'économie. Et, se souvenant opportunément que les économies sont interdépendantes, les Américains ont demandé aux autres puissances du globe de s'aligner sur leur politique. Sans succès. Les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales des puissances économiques du G7 étaient réunis à Washington à la veille des premières frappes. Ils se sont quittés sur de bonnes paroles, affirmant leur confiance quant à l'évolution économique. Mais aucune décision n'a été prise.

Au lendemain de l'attentat du 11 septembre, les banques centrales ont pris des mesures urgentes pour garantir des liquidités suffisantes. Cette amorce de politique économique concertée au niveau planétaire n'a pas tenu la route. L'Europe n'a pas intérêt à ce que le ralentissement économique des Etats-Unis se transforme en récession. Mais elle doit respecter ses priorités dans son propre environnement économique. La conjoncture européenne est meilleure que l'américaine. Les finances publiques obérées ne permettent pas d'audacieuses relances. L'Euro entre dans les porte-monnaie des particuliers dans moins de trois mois. Les mécanismes de concertation entre les politiques économiques des douze Etats partenaires de la monnaie unique ne peuvent être remis en question pour se conformer au plan de relance américain. Les objectifs d'équilibre budgétaire doivent rester contraignants.

La Suisse ne participe pas aux débats des grands de la planète. Son marché intérieur est minuscule et personne n'aurait l'idée de lui demander un effort de relance pour soutenir la conjoncture internationale. La santé économique des Etats-Unis ne nous est évidemment pas indifférente. Mais le vrai problème de la Suisse est ailleurs. Dans le niveau de son franc. La crise américaine fait fléchir le dollar. Les marks, francs français, lires et autres pesetas appelés à disparaître prochainement quittent ou vont quitter les discrets bas de laine pour trouver refuge en Suisse. Le franc suisse s'est légèrement réévalué face aux principales monnaies. L'indice réel du taux de change a gagné trois points depuis cet été. La Banque nationale, qui a définitivement abandonné les vieilles et coûteuses lubies du franc fort parvient à contenir sa progression. C'est le véritable défi de ces prochains mois. Moins spectaculaire mais tout aussi déterminant que les grands événements qui mobilisent actuellement toutes les attentions et toutes les craintes. *at*

## Requérants d'asile dans le monde du travail

Quelques données intéressantes sur la présence des requérants d'asile dans le monde du travail sont fournies dans la dernière livraison de *Tangram*, l'organe de la Commission fédérale contre le racisme. Au premier trimestre 2001, 15 500 personnes exerçaient une activité lucrative sur un total de 68 000 requérants, soit 0,4 % des actifs. Leur salaire mensuel moyen brut s'élève à 2300 francs par mois. Un tiers d'entre eux gagne moins de 1000 francs par mois et seul un quart dispose d'un revenu mensuel supérieur à 3000 fr.

Plus de la moitié sont actifs dans l'hôtellerie et la restauration et près de 20 % sont classés dans les «autres professions». On peut considérer que 80 % des requérants d'asile qui travaillent sont employés dans les domaines les moins qualifiés. L'auteur de l'étude, Marcello Fontana, admet qu'il serait impossible de trouver des employés originaires des pays traditionnels de main-d'œuvre pour accepter des tarifs si bas. Dans l'affaire récente des ouvriers agricoles clandestins, on s'est demandé si des requérants d'asile ne pouvaient être employés aux champs. La réponse est simple: les candidats à l'asile sont, dans leur immense majorité, des citadins relativement formés qui sont totalement étrangers aux travaux des champs. Seuls les Kosovars étaient en grande partie des cultivateurs, mais ils sont désormais rentrés chez eux. *jg*